lameuse.sudinfo.be

Date: **16-10-2021**

Periodicity: **Continuous**

Journalist: **-**

https://lameuse.sudinfo.be/851531/article/2021-10-16/un-parc-national-en-foret-de-saint-hubert-libin-anne-laffut-est-inquiete

Un parc national en forêt de Saint-Hubert ? A Libin, Anne Laffut est inquiète

Anne Laffut, bourgmestre MR de Libin. - Belga

La forêt de Saint-Hubert est au cœur du territoire de 8 communes de la province de Luxembourg. Mais elle est également, depuis le début de l'année 2021, sous les feux des projecteurs, suite à l'annonce du projet de parcs nationaux de la ministre Écolo Céline Tellier. Mais quels sont les objectifs de ce projet ? Quels en sont les potentiels bénéfices et inconvénients pour les communes ? Nous avons posé la question à Anne Laffut, députée-bourgmestre de Libin.

Lorsque l'on découvre le communiqué de presse de l'appel à projets lancé par Céline Tellier et Valérie De Bue, respectivement ministres wallonnes de la Nature et du Tourisme, la présentation est séduisante. On y rappelle les enjeux des parcs nationaux et les objectifs de protection d'un « patrimoine naturel d'exception à des fins de conservation de la nature et de valorisation touristique », au profit des citoyens belges.

Concrètement, les bénéfices annoncés par les ministres recouvrent trois axes : l'écologie, le tourisme et l'économie. Comme l'explique la ministre Tellier, « avec seulement 1% du territoire wallon sous statut de protection fort, nous sommes très loin des ambitions européennes et surtout de pouvoir assurer le maintien de la biodiversité sur notre territoire ». Les parcs nationaux se placeraient donc en rempart pour protéger la biodiversité

de notre pays et proposer ensuite des activités écotouristiques (promenades guidées, vélo…).

Enfin, un objectif économique se place en troisième position, avec la création d'emplois, des retombées positives pour l'Horeca, l'hébergement… Pour espérer rencontrer cette ambition, la ministre Tellier s'inspire des chiffres du parc national flamand créé en 2006 en Haute Campine : des milliers d'emplois, des centaines de milliers de visiteurs, des millions de revenus et « la fierté nationale » en prime.

Plusieurs candidats

Des candidats pressentis ont déjà été annoncés dans la presse, les Hautes Fagnes en tête, suivies de près par le projet Nassonia qui promeut et coordonne le tourisme forestier. Celui-ci est implanté dans la Grande Forêt de Saint-Hubert qui s'étend sur 100 000 hectares (dont plus de la moitié est recouvert de forêts) et 8 communes (Libin, Libramont-Chevigny, Nassogne, Saint-Hubert, Sainte-Ode, Tellin, Tenneville et Wellin). Le parc naturel Haute Sûre Forêt d'Anlier proposera lui aussi sa candidature (lire ci-dessous).

Nous avons donc contacté la députée-bourgmestre de Libin pour bénéficier de son regard éclairé quant à la position de la commune. Lorsque l'on mentionne le projet des parcs nationaux, on perçoit immédiatement l'inquiétude d'Anne Laffut. Un manque de clarté quant à certaines questions, une absence de consultation d'acteurs primordiaux, des délais très serrés, voilà quelques points d'appréhension pour la députée-bourgmestre de Libin. Mais pas seulement puisqu'il semble que l'appel à projets crée des dissensions dans de nombreux collèges communaux, le bourgmestre de Doische ayant déjà donné de la voix à ce propos dans les médias.

Craintes et frustration

Des craintes mêlées de frustration aussi. En effet, la commune travaille avec énergie, depuis de nombreuses années, pour préserver son territoire d'exception, en conciliant avec un équilibre subtil les intérêts de chacun. « Libin compte 9000 hectares de forêts, c'est donc tout naturellement que des principes environnementaux ont été réfléchis et intégrés dans le plan de gestion communal », nous explique Anne Laffut. Un large plan d'aménagement forestier a été mis en place (zones protégées, projet Life Papillons…), tout comme le développement d'activités touristiques. Avec son environnement privilégié et sa large offre d'hébergements et de circuits forestiers, Libin profite déjà d'une grande affluence de visiteurs et prône un besoin de structurer le tourisme, davantage que de le développer.

Avec l'abandon d'une partie de l'autonomie des communes, des droits sur les forêts et les objectifs extra-communaux liés à un projet de l'ampleur des parcs nationaux, se pose aussi la question de la fragilisation économique d'une commune comme Libin. L'inquiétude s'est également répandue au niveau de la filière bois qui n'a jamais été consultée alors qu'elle compte près de 18 000 emplois, nous indique la députée-bourgmestre. Anne Laffut nous précise aussi les revenus liés à la vente du bois – réputé pour sa qualité – qui s'élèvent à 2 millions d'euros, tandis que les revenus de chasse atteignent le demi-million d'euros. Les pertes seraient donc substantielles, d'autant que l'appel à projets signale la demande de participation financière des partenaires, à hauteur de 20% au minimum, et sans certitude d'un soutien du plan de relance européen.

Un projet de grande ampleur qui presse pourtant les candidats à se manifester (lancement de l'appel à projets le 1er juillet 2021 et remise de la note d'intention au plus tard le 1er novembre 2021). Une précipitation que ne

comprend pas Anne Laffut dont la perplexité s'ajoute aux craintes susmentionnées.

Il faudra donc attendre 2022 et le dévoilement de la sélection des projets pour en savoir plus quant à la création d'un parc national dans la forêt de Saint-Hubert, parc dont les objectifs pourraient changer profondément le statut de cette forêt si chère au cœur des Ardennais.